

POUR MIEUX CONNAÎTRE LA POPULATION LIÉGEOISE : MÉTHODES UNIVERSELLES ET RESSOURCES LOCALES

*par Etienne HÉLIN,
Professeur à l'Université de Liège*

L'année 1981 ne diffère des dix précédentes que par d'imperceptibles nuances dans le dosage d'ingrédients dont nous sommes rassasiés jusqu'à la nausée : une économie qui se ratatine, le chômage qui démoralise jeunes et vieux, l'impuissance des dirigeants, la restriction des crédits qui asphyxie chercheurs et enseignants ... En nous obstinant à ne parler que de crise et en nous accrochant à l'espoir de lendemains meilleurs, ne sommes-nous pas en train de faire la politique de l'autruche ? Et s'il s'agissait bel et bien d'un changement de régime ? En nous attardant en vaines jérémiades sur les subsides disparus, n'oublions-nous pas de relever le défi de ce vingtième siècle finissant : faire davantage avec moins d'argent ? Personne ici ne croit au miracle et on se doute bien qu'il va falloir sacrifier quelques vénérables traditions afin de concentrer les efforts là où les historiens liégeois disposent des meilleurs atouts.

Fidèle à son programme, le Grand-Liège nous invite à voir grand, à ne pas nous résigner au sous-développement scientifique qui menace la Wallonie. Aux organisateurs de cette rencontre il faut savoir gré de provoquer des historiens à regarder vers l'avenir. Le moment est d'autant mieux choisi que, partout en Occident, le métier d'historien est en proie à une profonde mutation. Nous avons tenté d'en discerner les signes avant-coureurs à partir d'un cas précis, celui de la démographie historique. Cette discipline connaît un vigoureux essor. Après avoir pris naissance en Europe occidentale, elle se développe dans le monde entier et ce changement de dimension bouleverse les repères chronologiques, stimule l'adoption de nouvelles techniques, démontre que les méthodes quantitatives font bon ménage avec le souci du qualitatif impondérable, renforce les liens entre l'Histoire d'une part, les autres sciences sociales d'autre part. Inutile de revenir ici sur des exemples commentés ailleurs¹ ; on se bornera à dégager quelques leçons directement applicables au cas liégeois. Les unes se rapportent à l'enseignement de notre histoire, les autres au progrès de la recherche scientifique.

La dimension mondiale

Alors que des continents entiers sont menacés par l'explosion démographique, une région comme la nôtre l'est par le vieillissement, l'« exode des cerveaux », le tarissement de ses forces vives. Ainsi depuis deux siècles, les flux et les reflux de la population hantent l'imagination des politiques et la réflexion des historiens. Avant 1940, les savants allemands en avaient fait leur spécialité ; à partir des années soixante, les Français ont donné un incomparable rayonnement à ce qui était jusqu'alors l'obscur labeur d'éditeurs de textes rares. A présent, dans une quarantaine de pays éparpillés sur les cinq continents, il se publie bon an mal an de 500 à 1.000 livres ou articles traitant du devenir des populations. Il s'en faut de beaucoup que l'Europe occidentale ait perdu son avance. Pourtant plusieurs pays socialistes, ainsi que les Etats-Unis, le Canada, le Japon, produisent des travaux dont l'érudition et l'originalité ne le cèdent en rien aux meilleurs².

Ce qui vaut pour la démographie vaut aussi pour l'histoire sociale et l'anthropologie, la croissance économique, l'histoire des techniques et celle des entreprises.

Les conséquences sont encore mal perçues, surtout dans les hautes sphères du secteur public où la routine tient lieu de décision. Laissons à part le problème du documentaliste face à l'avalanche d'informations. Pour lui, la solution est techniquement à portée de main : le délai est celui de la montée d'une jeune génération qui ne sera plus allergique à l'ordinateur. Pour nos étudiants, pour les chercheurs (et même les professeurs), le problème n'est pas tant d'avoir accès à une masse d'ouvrages à peine sortis de presse que de prendre connaissance des meilleurs, dans le texte original, sans attendre d'hypothétiques et tardives traductions. Ceci implique la connaissance des langues vivantes. Il ne s'agit nullement de les substituer au grec et au latin mais de rester logique avec soi-même. De plusieurs générations d'historiens, on a exigé la connaissance de langues indispensables à l'intelligence du monde antique et du monde médiéval. Les raisons qui militent en faveur de l'anglais et du français sont aussi impérieuses. Qu'on le veuille ou non, les quatre cinquièmes des articles traitant de sciences humaines sont écrits en anglais et le marché du livre français est organisé de manière telle qu'il est vain de compter sur la traduction des traités classiques et *a fortiori* des essais les plus stimulants écrits en anglais. En ce qui concerne le français, nous avons à Liège la chance de l'avoir comme langue maternelle mais aussi la malchance, depuis une quinzaine d'années, de voir son enseignement galvaudé au point que des centaines d'étudiants abordent des études dites supérieures sans avoir appris à s'exprimer oralement ou par écrit. Il est donc grand temps de supprimer la parodie d'examen de maturité – qui accredité l'illusion qu'un minuscule bagage garantit la réussite à l'Université – et de le remplacer par une épreuve qui porterait au moins sur le français et l'anglais.

Mémoriser des dates ou comprendre le changement ?

Tous ceux qui ont connu l'ancien régime scolaire ont appris et retenu que 1789 et la Révolution (au singulier) inauguraient l'ère contemporaine. Les gens de ma génération sont plutôt marqués par 1917 et la montée des régimes totalitaires. Dans les milieux intellectuels parisiens, mai 1968 passe pour l'avant-première du happening sans cesse renouvelé que sera la vraie vie. Quel jeune de

1981, si romantique soit-il, se sent encore le contemporain des orateurs Montagnards, des miliciens gardant le train blindé de Trotsky, des contestataires siégeant jour et nuit dans les auditoriums de la Sorbonne ? On doit donc se demander si n'importe quel événement politique, si lourd soit-il de conséquences lointaines, suffit à départager les anciens et les modernes. Même objection à l'encontre des grandes dates de la vie des idées : la Bataille d'Hernani, tel traité de Freud ou de Lacan, la Révolution Culturelle ...

Même les historiens les plus pénétrés de l'importance des facteurs économiques se mettent à douter du rôle de la Révolution Industrielle. Celle-ci voit s'estomper les contours bien arrêtés qui en faisaient une indiscutable ligne de démarcation entre l'économie stagnante (voire sous-développée) des sociétés traditionnelles et la croissance continue induite par le capitalisme, qu'il soit privé ou étatisé. On découvre à présent qu'une pré-industrialisation a ouvert la voie en ébranlant les structures des communautés villageoises et familiales. La crise nous apprend (à nos dépens) qu'il y a autant de révolutions industrielles que d'étapes dans une réaction en chaîne. Vouloir les figer c'est vouloir arrêter le progrès et s'installer dans la défense des privilèges acquis au temps de Cockerill. Pratiquement, c'est se condamner à une désindustrialisation dont la Wallonie est à présent menacée.

Ailleurs, au contraire, on a brûlé les étapes et des régions entières se sont modernisées en misant sur les activités tertiaires.

Anciens « pays noirs » ou vertes cités-jardins autour de jeunes capitales, tout le monde se trouve confronté aux difficultés de la vie en commun dans des agglomérations géantes. Tandis que la révolution industrielle a secoué quelques pôles de croissance, l'urbanisation remet en question nos sociétés, à l'échelle planétaire.

Révolutions politiques, culturelles, industrielles ... L'historien s'évertue à choisir des critères, à justifier ses préférences. Les étudiants se farcissent la mémoire de dates et de « tournants historiques ». Quel profit y a-t-il à retirer d'une pédagogie en miettes et d'une thématique qui tire à hue et à dia ? A force de prêcher pour sa paroisse, chaque école d'historiens en vient à oublier l'essentiel, à savoir que la trame de l'Histoire est faite de changements et de continuités ; que le passé a été vécu par des hommes et des femmes qui étaient à la fois producteurs et consommateurs de biens matériels et culturels. Bref, toute explication partielle est fatalement partielle. Toute réduction de l'Histoire à l'actualité est forcément myope. Toute contemplation des civilisations mortes qui méconnaîtrait la soif de comprendre qu'éprouvent nos contemporains, est passéisme futile. La meilleure justification de l'Histoire est d'être une discipline de synthèse.

Or notre Université, — elle n'est pas la seule, — a trop longtemps cédé aux mirages de la micrographie. Nos chercheurs, — comme tous ceux des dernières générations, — ont été contraints à une hyper-spécialisation à la fois indispensable au progrès scientifique et encombrante si on prétend l'intégrer telle quelle dans un programme d'enseignement. Un assistant incollable sur la vie d'une célébrité politique ne devient pas du jour au lendemain un professeur maîtrisant une culture millénaire. Comment obtenir en outre qu'un savant qui a consacré la

moitié de sa carrière à défricher son domaine de prédilection, accepte de repartir en explorateur dans une autre direction, à la rencontre des curiosités d'une nouvelle génération ?

Il ne s'agit pas de renoncer à la spécialisation, mais de lui trouver un contre-poids. L'innovation, l'adaptation doivent à leur tour devenir gratifiantes.

Oserons-nous suggérer :

- d'ouvrir plus largement les portes à des professeurs visiteurs à choisir à l'étranger parmi les jeunes espoirs (et non pas en fonction des accords culturels et des invitations de politesse);
- de trouver des correctifs aux nominations à vie et aux chaires figées une fois pour toutes dans leurs attributions;
- de faire en sorte que les deux années de licence soient davantage qu'un simple prolongement des deux années de candidature.

Celles-ci devraient être essentiellement vouées à l'enseignement de l'histoire générale par périodes, tâche d'autant plus nécessaire qu'elle n'est plus assumée dans nombre d'établissements secondaires qui ont improvisé des programmes plus bradés que rénovés. Les candidats en Histoire, moyennant une formation pédagogique adéquate, devraient pouvoir aborder, par un réseau de passerelles, des carrières d'enseignants. Quant à ceux qui poursuivent la licence, ils auraient l'occasion d'y approfondir une spécialité, de s'initier aux sciences auxiliaires de l'histoire et surtout de faire preuve de leurs aptitudes à la recherche en rédigeant leur mémoire de fin d'études. Cette dernière épreuve, les historiens liégeois ont eu bien raison de la maintenir à un haut niveau. Il ne faut cependant pas se dissimuler les dangers qui la menacent : dans d'autres licences, le grand nombre d'étudiants incite les professeurs à se contenter d'exercices scolaires, débités en série, dépourvus d'originalité comme d'utilité scientifique.

Nouvelles méthodes, nouveaux débouchés

L'historien de la population ne peut ignorer la démographie ; celui des relations diplomatiques devrait connaître les institutions internationales ; on ne comprend rien à l'histoire économique ni à la vie des entreprises si on ne sait pas débrouiller une comptabilité ; on imagine mal un spécialiste de l'archéologie industrielle qui se passerait du concours des ingénieurs et des gens de métier. Aucune de ces exigences n'est vraiment nouvelle et l'histoire, même la plus traditionnelle, n'a jamais vécu en vase clos : connaissance des langues et des littératures, évolution des arts et des écritures ont toujours fait partie du bagage minimum requis dans la corporation, tant il est vrai que l'Histoire se fonde sur des témoignages et qu'il est vain de les interpréter sans d'abord comprendre leur langage.

Au XX^e siècle, un autre langage s'impose dans la plupart des disciplines scientifiques : celui des chiffres. C'est le cas en ce qui concerne l'histoire économique : l'exemple des séries de salaires et des taux de croissance saute aux yeux. C'est aussi vrai pour l'histoire de la population et de la société en général. Les notions de vieillissement ou de niveau de vie n'ont rien d'impressionniste : on les calcule. Mais pas n'importe comment. Des techniques de mieux en mieux éprouvées doivent s'apprendre.

La statistique d'abord, qui n'est plus un épouvantail depuis que les calculatrices de poche abrègent quantité d'opérations fastidieuses. Encore faut-il consacrer le temps ainsi épargné à une critique plus perspicace des données de base et à une présentation plus élégante des résultats.

L'informatique ensuite. La moisson d'indices que récolte le moindre recensement est si abondante que seul un ordinateur réussit à en venir à bout, c'est-à-dire à les engranger dans ses mémoires, à les tirer, à les compter et à les condenser sous forme de tableaux ou de graphiques. Que dire alors de sources encore plus riches pour l'histoire économique et sociale : les cadastres, les ordonnances princières et les sentences judiciaires, les protocoles de notaires avec leurs contrats et leurs inventaires après décès ? En Suède, au Québec, aux Etats-Unis, on ne se borne pas à accumuler ces prodigieuses richesses documentaires, on les combine entre elles en vastes ensembles dynamiques qui s'enrichissent, se contrôlent et se transforment au gré des utilisateurs. Les « bases de données » (que l'on peut parfois consulter à distance) commencent à cumuler les fonctions qu'assumaient séparément les bibliothèques, les archives, les cours *ex cathedra*, les consultations données par des experts ou par des érudits. Un nouveau mode de diffusion du savoir se vulgarise sous nos yeux. On a souvent comparé ses effets à ceux de l'imprimerie au temps de Gutenberg. A nous d'en tirer parti et de hâter notre Renaissance !

Si puissants que soient les ordinateurs, ils n'arriveront à tout enregistrer que le jour où sera généralisée la lecture optique. Même alors, il faudra sélectionner, trier, apprendre à jauger le tout en n'observant qu'une de ses parties. Sans toujours s'en rendre compte, les historiens pratiquent depuis longtemps le jugement sur échantillon. Fait-il autre chose le médiéviste qui reconstitue l'organisation des grands domaines durant plusieurs siècles à l'aide de quelques dizaines de chartes provenant d'une abbaye ? Et le politicologue qui explique les retournements de l'opinion publique d'un pays entier en invoquant les éditoriaux de quelques journaux de la capitale ? A l'instar de M. Jourdain qui écrivait en prose sans le savoir, les historiens pratiquent en toute innocence le sondage. Toutefois l'intuition ne dispense ni de prendre quelques précautions élémentaires, ni de mesurer les limites de la méthode. Juger sur échantillon, c'est accepter une marge d'erreur dont on peut d'ailleurs estimer la portée. Ainsi, petit à petit, le raisonnement probabiliste devient plus familier aux historiens. Il les aide à échapper à l'alternative vrai ou faux, puis à envisager toute une gamme d'hypothèses provisoires qui comblent le fossé laissé béant entre les refus faciles de l'hypercritique et les spéculations crédules du théoricien.

Le même type de raisonnement aide aussi les historiens à se débarrasser du déterminisme hérité du XIX^e siècle : une seule cause était censée produire un seul effet. Quels ravages ces simplismes n'ont-ils pas exercés en histoire économique, à propos de la formation du capital ; et en histoire sociale, dès qu'il s'agissait de luttes de classes ! Aujourd'hui on est plus enclin à admettre une pluralité de facteurs agissant de multiples façons : de manière tantôt concertée, tantôt indépendante voire aléatoire. L'analyse multivariée commence à porter ses fruits, ne serait-ce qu'en isolant les indicateurs les plus fiables et en éliminant les pseudo-explications. Par ailleurs, l'habitude de raisonner à partir de modèles, — méthode empruntée aux économistes et aux démographes, — aide à clarifier des situations où une multitude de variables hétéroclites enchevêtrent leurs effets.

Statistique, informatique, sondages, modélisation ... Faut-il faire de chaque apprenti historien un moderne Pic de la Mirandole ? En ces temps d'austérité, il n'est pas question de transformer notre modeste Institut d'Histoire en Faculté de Cliométrie ... Gardons-nous bien de l'erreur commise en 1969 lors de la dernière réforme des programmes ! On a alors toléré la possibilité théorique de panacher les cours tout en favorisant la pratique sécurisante de vivre en vase clos. A l'avenir, les meilleurs étudiants de Licence devraient être orientés vers l'extérieur afin d'y acquérir les compléments de formation qu'ils ne peuvent assimiler qu'en écoutant d'autres maîtres que les historiens, qu'en frayant d'autres étudiants, qu'en explorant d'autres laboratoires et d'autres bibliothèques. Le système des cours à option, au lieu d'enfermer les gens dans une spécialité, doit les dépayser, les ouvrir au contact des juristes ou des géographes, des économistes ou des sociologues.

En tant que discipline de synthèse, l'Histoire occupe une position centrale. A nous d'en exploiter les avantages, en considérant l'Université comme un carrefour parcouru en tous sens et non comme une juxtaposition de services qui sont autant de ghettos en miniature. Ce qui est vrai des études doit le devenir des débouchés. Voilà plus de dix ans que les étudiants en Histoire sont de plus en plus nombreux, au moment où les places de professeurs se font de plus en plus rares. L'Etat n'en a cure puisqu'il subsidie imperturbablement des athénées, collèges et universités qui produisent des diplômés voués à un chômage (patent ou camouflé) subsidié par l'Etat.

Il forme des enseignants en surnombre « comme si » il devait y avoir plus d'enfants qu'en 1960 ! Les enseignants — et les historiens, entre autres — « font comme si » on pouvait encore acquérir sur les bancs de l'école une vision du passé, un langage, une manière de comprendre la société. Tout cela s'inculque de plus en plus subrepticement. Ou plutôt, on en est imprégné presque malgré soi, par l'air du temps ; hier, par le roman populaire et le cinéma ; aujourd'hui par la T.V. et les bandes dessinées. Le monopole du savoir, détenu par l'instituteur ou par le professeur, est brisé pour de bon. On n'en a pas encore tiré les conséquences et il n'y a toujours aucun accord en vue quant aux objectifs que s'assigne chaque type d'enseignement.

Au lieu de se répandre en amères récriminations, les universitaires devraient admettre que l'Agrégation à l'Enseignement Moyen du Degré Supérieur n'est plus la seule manière de se préparer à la vie active. En d'autres termes, faire en sorte que le diplôme de licencié en Histoire serve à des carrières différentes de celles du professorat. Ici encore, les cours à option ont un rôle à jouer : en entraînant nos étudiants en Histoire hors des sentiers battus, il leur permet d'essayer leurs propres aptitudes dans des domaines moins encombrés.

Occasions perdues

Un des effets les plus néfastes de la crise est de crisper tout le monde dans des attitudes peureuses, c'est-à-dire conservatrices. On vient d'évoquer le drame du chômage des jeunes diplômés. Loin de nous l'illusion de croire qu'il sera dénoué par la débrouillardise individuelle ! S'il est vrai que le système actuel des cours à option est à peine exploité, l'inertie des vieilles habitudes reste aussi à vaincre et, avant de reconquérir des débouchés, il faut persuader un vaste public de l'intérêt que présente l'Histoire.

Ce public, nous l'avons perdu au cours des vingt dernières années. Trop absorbés par la défense de traditionnels intérêts corporatifs (nombre d'heures au programme, diplômes privilégiés), nous avons perdu de vue la montée de la jeune génération. Tandis que des pédagogues en chambre prétendaient actualiser l'école en la débarrassant de ses vieilleries, nos historiens abandonnaient aux journalistes l'usage des media : non seulement les magazines et la radio, mais surtout la T.V. et la bande dessinée. Allons-nous nous accommoder des restes : ternes manuels, polémiques d'un autre âge, arides débats idéologiques ? Ce serait un suicide. On ne l'évitera qu'en hâtant une mutation du métier trop longtemps éludée.

La prospérité des années soixante, propice à l'éclosion de tant de chimères, a donné le change. C'était le temps des communiqués de victoire : autant d'hectares achetés par le Patrimoine, autant de routes, de parkings, de bâtiments, de millions dépensés dans le « secteur socio-culturel ». Se souciait-on assez de la fréquentation des laboratoires, de la modernisation des bibliothèques, de l'attraction exercée par Liège sur les boursiers et les professeurs étrangers ? « Croissez et multipliez-vous ». Telle était la consigne simple, immuable, devenue réflexe conditionné chez les bureaucrates. En regard, chez les savants, des objectifs formulés de manière ésotérique ou des priorités confusément dégagées ne faisaient guère le poids. L'Administration apprit vite à n'en plus tenir compte.

On découvre à présent la dure vérité des coûts d'entretien et qu'un investissement scientifique est affaire de calcul bien plus que de prestige. La préservation de l'outil que sont nos laboratoires et nos bibliothèques passe après des charges salariales devenues écrasantes. Peut-être arrivera-t-on à compenser ces déboires par un partage des tâches avec d'autres universités et d'autres organismes (Provinces, Communes, Enseignement Supérieur non Universitaire) qui ont une vocation complémentaire de la nôtre. Les lenteurs et les timidités qui caractérisent la genèse du Centre de Lecture Publique incitent à tempérer les optimismes.

Perspectives

Lors des célébrations du millénaire de la principauté, combien de fois n'a-t-on pas ravivé les nostalgies du temps où Liège était capitale ! Il ne suffit pas de ruminer de vieux souvenirs ni d'espérer que la Wallonie de demain nous restituera d'improbables prérogatives. Si nous voulons échapper aux perspectives étroites qui bouchent l'horizon des villes de province, il nous faut sortir du circuit fermé dans lequel se déroulent les activités quotidiennes. Les historiens, en particulier, doivent reconquérir l'audience perdue. « L'Université au service de la région » ne peut rester un slogan creux. Commençons donc par renouer avec tous les publics, celui des vieilles sociétés savantes (qui restent une pépinière d'amateurs éclairés), celui des expositions et des musées (qui ont tellement besoin d'une cure de rajeunissement), celui de la T.V. et de la presse locale. A cet égard, l'expérience de l'Open University anglaise est des plus stimulantes : les professeurs ont été confrontés à des auditoires adultes, à la fois plus cultivés et plus exigeants que ceux des étudiants. De là sont nés des cours publiés en brochures à bon marché mais qui sont souvent des chefs-d'œuvre parce que la fine

pointe de la recherche scientifique la plus avancée s'y trouve exposée avec concision, élégance et clarté.

Tantôt trop de timidité, tantôt trop d'attention prêtée aux particularités locales, voilà ce qui retient nos jeunes Liégeois de tenter leur chance dans les concours organisés à Bruxelles ou de prendre la parole dans des réunions internationales. Les atouts de nos historiens de l'économie et de la société sont cependant parmi les meilleurs. Jugeons-en. Liège, Verviers et le « pays sans frontière » qui les réunit à Maastricht et à Aachen offrent une gamme de cas de pré-industrialisation et d'industrialisation parmi les plus précoces du Continent. Du milieu du XVIII^e siècle jusqu'à 1914, nous disposons de cadastres, de recensements, de statistiques d'une variété et d'une qualité exceptionnelles. A partir de 1846, Quetelet obtient du gouvernement que chaque commune dresse et tienne à jour des registres de population que les démographes du monde entier nous envient.

Depuis quelques années enfin, les progrès des micro-ordinateurs – de plus en plus performants et de moins en moins chers – donnent une nouvelle chance de modernisation aux établissements scolaires et cela malgré les restrictions budgétaires.

Les perspectives de l'histoire liégeoise ne sont pas bouchées. Encore faut-il discerner les domaines où nos chances sont les meilleures puis parier hardiment sur l'innovation.

NOTES

1. La partie de l'exposé du 13 mars 1981 se rapportant à la démographie est publiée dans le numéro spécial que lui consacre la *Revue belge d'histoire contemporaine* paru en 1981.

2. Les quatre fascicules de la *Bibliographie Internationale de la Démographie Historique* (disponibles à l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population, rue des Augustins 34 à Liège) donnent un aperçu de l'abondance et surtout de la variété des thèmes de recherches.